RCS : PARIS
Code greffe : 7501

Actes des sociétés, ordonnances rendues en matière de société, actes des personnes physiques

REGISTRE DU COMMERCE ET DES SOCIETES

Le greffier du tribunal de commerce de PARIS atteste l'exactitude des informations transmises ci-après

Nature du document : Actes des sociétés (A)

Numéro de gestion : 2014 B 25293
Numéro SIREN : 808 446 496
Nom ou dénomination : ABC 26

Ce dépôt a été enregistré le 19/01/2015 sous le numéro de dépôt 5336

1500534002

DATE DEPOT : 2015-01-19

NUMERO DE DEPOT : 2015R005336

N° GESTION : 2014B25293

N° SIREN : 808446496

DENOMINATION : ABC 26

ADRESSE : 278 boulevard Raspail 75014 Paris

DATE D'ACTE : 2014/11/29

TYPE D'ACTE : CONTRAT

NATURE D'ACTE : APPORT DE TITRES DE SOCIETES

CONTRAT D'APPORT

D' ACTIONS DE LA SOCIETE ABC SAS

ET DE PARTS DES SOCIETES :

COMPAGNIE DES ACCESSOIRES SARL, ALASKA SARL ET TRIANGLE SARL

AU PROFIT DE

LA SOCIETE ABC 26 SARL

ENTRE LES SOUSSIGNES

1/ **Madame Aline RIGAUD,**
Née le 08.04.1959 à Bordeaux (33),
De nationalité française,
Demeurant 278, Bld Raspail, 75014 Paris.

2/ **Monsieur Benjamin KRIEF,**
Né le 19.02.1959 à Tunis (TUNISIE),
De nationalité française,
Demeurant 278, Bld Raspail, 75014 Paris.

3/ **Madame Alison KRIEF,**
Née le 14.06.1986 à Paris (75),
De nationalité française,
Demeurant 278, Bld Raspail, 75014 Paris.

4/ **Madame Camille KRIEF,**
Née le 21.07.1990 à Paris (75),
De nationalité française,
Demeurant 278, Bld Raspail, 75014 Paris.

Ci-après dénommés chacun un « ***Apporteur*** » et ensemble les « ***Apporteurs*** »,

d'une part,

ET

5/ **La société ABC 26,**
société à responsabilité limitée (SARL) au capital de 20.000 euros,
dont le siège social est situé au 278, Bld Raspail, 75014 Paris,
immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de Paris sous le numéro
RCS PARIS, 808 446 496
représentée par sa Gérante, Madame Aline RIGAUD,
dûment habilitée aux fins des présentes,

Ci-après dénommée la « ***Société bénéficiaire*** »,

d'autre part.

AK CK

I) APPORT DES PARTS TRIANGLE SARL

ETANT PREALABLEMENT EXPOSE QUE :

La société TRIANGLE a été eréée le 28/08/1984, SARL au capital de 7 622.45 euros, dont le siège social est situé au 20, rue Daguerre, 75014 Paris, immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de Paris sous le numéro 330 482 068 RCS PARIS.

Il s'agit d'une soeiété de vente de prêt-à-porter au détail.

Son capital social est divisé en 500 parts, de 15,24 € de valeur nominale.

Une Partie des Apporteurs en sont associés selon la répartition suivante :

- Madame Aline RIGAUD : 250 parts,
- Madame Camille KRIEF : 58 parts,
- Monsieur Benjamin KRIEF : 192 parts.

Soit la totalité des parts de la société TRIANGLE SARL

Par ailleurs, sont également associés à parts égales de la société ABC 26 SARL, dont le capital s'élève à 20 000 euros divisé en 20 000 parts sociales d'une valeur nominale de 1 euro chacune, réparties comme suit, les associés suivants :

- Monsieur Benjamin KRIEF : 10 000 parts numérotées de 1 à 10 000.
- Madame Aline RIGAUD : 10 000 parts numérotées de 10 001 à 20 000,

La société ABC 26 a pour objet d'assurer la gestion et l'administration de leurs diverses soeiétés opérationnelles et scs filiales.

Les Apporteurs souhaitent aujourd'hui apporter leurs parts TRIANGLE à la société ABC 26, afin de rationaliser la gestion du groupe.

Ce faisant, ABC 26 deviendrait leur société holding tête de groupe.

Cette opération est ci-après désignée l' « *Apport* ».

Une fois ces opérations réalisées, la Société bénéficiaire (ABC 26) détiendrait ainsi sa filiale TRIANGLE SARL à plus de 99%.

L'Apport serait rémunéré sous la forme de parts soeiales nouvelles à émettre par la Société Bénéficiaire au profit des Apporteurs. ;

Ceei devant être effectué conformément aux dispositions légales applicables et selon les termes et conditions du présent contrat d'apport (ci-après le « *Contrat* »).

Par déeision collective unanime en date du 21 novembre 2014 figurant en **Annexe 1** du Contrat, les associés de ABC 26 SARL ont d'ores et déjà désigné Mr Lueien-Raphael HADDAD, en qualité de Commissaire aux apports.

AK CK

Sa mission est d'apprécier la valeur de l'Apport et de préparer un rapport destiné à être déposé auprès du Greffe du Tribunal de Commerce de PARIS et tenu à la disposition des associés de la Société Bénéficiaire dans les délais prescrits par la loi.

IL A ETE ARRETE ET CONVENU CE QUI SUIT :

Article 1 - DEFINITIONS

Dans le présent contrat d'apport, et sauf stipulation contraire :

« **Parts**» signifie les 499 parts de la société TRIANGLE, objet du présent Apport ;

« **Apport** » signifie l'apport des Parts de la société TRIANGLE au profit de la société ABC 26 selon les conditions et modalités précisées au Contrat ;

« **Apporteurs** » sont les Apporteurs personnes physiques figurant en en tête aux présentes ;

« **Date de Réalisation** » date à laquelle se réunira l'Assemblée Générale Extraordinaire des associés de ABC 26, à l'effet d'approuver l'Apport et l'augmentation de capital en résultant et ce, au plus tard 31 décembre 2014 ;

« **Contrat** » signifie le présent contrat d'apport.

Article 2 - DECLARATIONS

Les Apporteurs déclarent qu'ils n'ont jamais été en état de faillite et que leurs patrimoines ne sont menacés d'aucune mesure de confiscation.

Il est certifié en outre par les Apporteurs que les Parts ne sont gagées en aucune manière au profit de tiers et que chaque Apporteur en a la libre disposition.

Article 3 - APPORT

Les Apporteurs apportent à la Société bénéficiaire, net de tout passif et sous les garanties ordinaires de fait et de droit, ce qui est accepté par Madame Aline RIGAUD ès-qualités de Gérante de la Société bénéficiaire, les biens ci-après désignés et évalués comme suit :

3.1 Biens apportés

- par **Madame Aline RIGAUD** : 249 Parts qu'elle détient dans la société TRIANGLE,
- par **Madame Camille KRIEF** : 58 Parts qu'elle détient dans la société TRIANGLE,
- par **Monsieur Benjamin KRIEF** : 192 Parts qu'il détient dans la société TRIANGLE.

AR CK

3.2 Evaluation

Pour les besoins de la réalisation des Apports envisagés, la société TRIANGLE a fait l'objet d'une évaluation récente basée sur les capitaux propres de la société tels qu'ils ressortent au dernier bilan.

Il en ressort que celle-ci a été évaluée à 261 741 euros, arrondi à 260 000 euros, soit **520 euros la part.**

L'Apport serait ainsi valorisé :

- **Concernant Madame Aline RIGAUD** : 249 Parts valorisées à 129 480 euros ;
- **Concernant Madame Camille KRIEF** : 58 Parts valorisées à 30 000 euros ;
- **Concernant Monsieur Benjamin KRIEF** : 192 Parts valorisées à 100 000 euros.

Sous réserve des vérifications prévues par la Loi, l'ensemble des apports en nature envisagés par les Apporteurs ci-dessus désignés seraient effectués pour une valorisation globale estimée à **259 480 euros.**

Article 4 - REMUNERATION DE L'APPORT

En contrepartie de l'apport ci-dessus désigné évalué à 254 980 euros, il sera attribué aux Apporteurs :

- 259 480 parts sociales nouvelles de la Société bénéficiaire d'une valeur nominale de 1 euro chacune (soit 259 480 euros) ;

Ces parts sociales seront soumises à toutes les dispositions des statuts et aux décisions des assemblées générales de la société ABC 26.

La répartition entre les Apporteurs s'effectuerait dans les proportions suivantes :

Apporteurs	Nombre de parts Détenues avant apport	Nombre de parts nouvelles émises par ABC 26
Mme. Aline RIGAUD	**10.000**	**129 480**
Mme Camille KRIEF	**0**	**30 000**
Mr. Benjamin KRIEF	**10.000**	**100 000**
TOTAL	**20.000**	**259 480**

Article 5 - VERIFICATION ET APPROBATION DE L'APPORT

L'Apport qui précède ne sera définitif qu'après réalisation des conditions suivantes :

- établissement d'un rapport par le Commissaire aux apports comportant appréciation de la valeur de l'Apport ;

- approbation de l'évaluation de l'Apport par l'Assemblée Générale Extraordinaire des associés de la Société bénéficiaire.

La réalisation de ces conditions devra intervenir au plus tard le **31 décembre 2014** ; à défaut de quoi, le présent Contrat sera considéré comme non avenu, sans indemnité de part ni d'autre.

II) APPORT DES PARTS ALASKA SARL

ETANT PREALABLEMENT EXPOSE QUE :

La société ALASKA a été créée le 10/12/1991, SARL au capital de 44 820 euros, dont le siège social est situé au 76, rue Notre-Dame de Nazareth, 75003 Paris, immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de Paris sous le numéro 383 842 002 RCS PARIS.

Il s'agit d'une société de vente de prêt-à-porter au détail.

Son capital social est divisé en 2 490 parts, de 18 € de valeur nominale.

Une Partie des Apporteurs en sont associés selon la répartition suivante :

- Madame Aline RIGAUD : 1 195 parts,
- Madame Alison KRIEF : 100 parts,
- Monsieur Benjamin KRIEF : 1 195 parts.

Soit la totalité des parts de la société ALASKA SARL

Par ailleurs, sont également associés à parts égales de la société ABC 26 SARL, dont le capital s'élève à 20 000 euros divisé en 20 000 parts sociales d'une valeur nominale de 1 euro chacune, réparties comme suit, les associés suivants :

- Monsieur Benjamin KRIEF : 10 000 parts numérotées de 1 à 10 000.
- Madame Aline RIGAUD : 10 000 parts numérotées de 10 001 à 20 000,

La société ABC 26 a pour objet d'assurer la gestion et l'administration de leurs diverses sociétés opérationnelles et ses filiales.

Les Apporteurs souhaitent aujourd'hui apporter leurs parts TRIANGLE à la société ABC 26, afin de rationaliser la gestion du groupe.

Ce faisant, ABC 26 deviendrait leur société holding tête de groupe.

Cette opération est ci-après désignée l' « *Apport* ».

AK

Une fois ces opérations réalisées, la Société bénéficiaire (ABC 26) détiendrait ainsi sa filiale ALASKA SARL à plus de 99%.

L'Apport serait rémunéré sous la forme de parts sociales nouvelles à émettre par la Société Bénéficiaire au profit des Apporteurs. ;

Ceci devant être effectué conformément aux dispositions légales applicables et selon les termes et conditions du présent contrat d'apport (ci-après le « ***Contrat*** »).

Par décision collective unanime en date du 21 novembre 2014 figurant en **Annexe 1** du Contrat, les associés de ABC 26 SARL ont d'ores et déjà désigné Mr Lucien-Raphael HADDAD, en qualité de Commissaire aux apports.

Sa mission est d'apprécier la valeur de l'Apport et de préparer un rapport destiné à être déposé auprès du Greffe du Tribunal de Commerce de PARIS et tenu à la disposition des associés de la Société Bénéficiaire dans les délais prescrits par la loi.

IL A ETE ARRETE ET CONVENU CE QUI SUIT :

Article I - DEFINITIONS

Dans le présent contrat d'apport, et sauf stipulation contraire :

« **Parts**» signifie les 2 489 parts de la société ALASKA, objet du présent Apport ;

« **Apport** » signifie l'apport des Parts de la société ALASKA au profit de la société ABC 26 selon les conditions et modalités précisées au Contrat ;

« **Apporteurs** » sont les Apporteurs personnes physiques figurant en en tête aux présentes ;

« **Date de Réalisation** » date à laquelle se réunira l'Assemblée Générale Extraordinaire des associés de ABC 26, à l'effet d'approuver l'Apport et l'augmentation de capital en résultant et ce, au plus tard 31 décembre 2014 ;

« **Contrat** » signifie le présent contrat d'apport.

Article 2 - DECLARATIONS

Les Apporteurs déclarent qu'ils n'ont jamais été en état de faillite et que leurs patrimoines ne sont menacés d'aucune mesure de confiscation.

Il est certifié en outre par les Apporteurs que les Parts ne sont gagées en aucune manière au profit de tiers et que chaque Apporteur en a la libre disposition.

AK CK

Article 3 - APPORT

Les Apporteurs apportent à la Société bénéficiaire, net de tout passif et sous les garanties ordinaires de fait et de droit, ce qui est accepté par Madame Aline RIGAUD ès-qualités de Gérante de la Société bénéficiaire, les biens ci-après désignés et évalués comme suit :

3.1 Biens apportés

- par **Madame Aline RIGAUD** : 1 195 Parts qu'elle détient dans la société ALASKA,
- par **Madame Alison KRIEF** : 100 Parts qu'elle détient dans la société ALASKA,
- par **Monsieur Benjamin KRIEF** : 1 194 Parts qu'il détient dans la société ALASKA.

3.2 Evaluation

Pour les besoins de la réalisation des Apports envisagés, la société ALASKA a fait l'objet d'une évaluation récente basée sur les capitaux propres de la société tels qu'ils ressortent au dernier bilan.

Il en ressort que celle-ci a été évaluée à 739 402 euros, arrondi à 747 000 euros, soit **300 euros la part.**

L'Apport serait ainsi valorisé :

- **Concernant Madame Aline RIGAUD** : 1 195 Parts valorisées à 358 500 euros ;
- **Concernant Madame Alison KRIEF** : 100 Parts valorisées à 30 000 euros ;
- **Concernant Monsieur Benjamin KRIEF** : 1 194 Parts valorisées à 358 200 euros.

Sous réserve des vérifications prévues par la Loi, l'ensemble des apports en nature envisagés par les Apporteurs ci-dessus désignés seraient effectués pour une valorisation globale estimée à **746700 euros.**

Article 4 - REMUNERATION DE L'APPORT

En contrepartie de l'apport ci-dessus désigné évalué à 746 700 euros, il sera attribué aux Apporteurs :

- 746 700 parts sociales nouvelles de la Société bénéficiaire d'une valeur nominale de 1 euro chacune (soit 746 700 euros) ;

Ces parts sociales seront soumises à toutes les dispositions des statuts et aux décisions des assemblées générales de la société ABC 26.

AK CK

La répartition entre les Apporteurs s'effectuerait dans les proportions suivantes :

Apporteurs	Nombre de parts Détenues avant apport	Nombre de parts nouvelles émises par ABC 26
Mme. Aline RIGAUD	**10.000**	**358 500**
Mme Alison KRIEF	**0**	**30 000**
Mr. Benjamin KRIEF	**10.000**	**358 200**
TOTAL	**20.000**	**746 700**

Article 5 - VERIFICATION ET APPROBATION DE L'APPORT

L'Apport qui précède ne sera définitif qu'après réalisation des conditions suivantes :

- établissement d'un rapport par le Commissaire aux apports comportant appréciation de la valeur de l'Apport ;

- approbation de l'évaluation de l'Apport par l'Assemblée Générale Extraordinaire des associés de la Société bénéficiaire.

La réalisation de ces conditions devra intervenir au plus tard le **31 décembre 2014** ; à défaut de quoi, le présent Contrat sera considéré comme non avenu, sans indemnité de part ni d'autre.

III) APPORT DES PARTS COMPAGNIE DES ACCESSOIRES SARL

ETANT PREALABLEMENT EXPOSE QUE :

La société COMPAGNIE DES ACCESSOIRES a été créée le 06/09/1988, SARL au capital de 7 622.45 euros, dont le siège social est situé au 76, rue Notre-Dame de Nazareth, 75003 Paris, immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de Paris sous le numéro 347 942 435 RCS PARIS.

Il s'agit d'une société de loueur de Fonds de prêt-à-porter de gros.

Son capital social est divisé en 500 parts, de 15,24 € de valeur nominale.

Une Partie des Apporteurs en sont associés selon la répartition suivante :

- Madame Aline RIGAUD : 250 parts,
- Monsieur Benjamin KRIEF : 249 parts,
- Madame Alison KRIEF : 1 part.

AK CK

Soit la totalité des parts de la société COMPAGNIE DES ACCESSOIRES SARL

Par ailleurs, sont également associés à parts égales de la société ABC 26 SARL, dont le capital s'élève à 20 000 euros divisé en 20 000 parts sociales d'une valeur nominale de 1 euro chacune, réparties comme suit, les associés suivants :

- Monsieur Benjamin KRIEF : 10 000 parts numérotées de 1 à 10 000.
- Madame Aline RIGAUD : 10 000 parts numérotées de 10 001 à 20 000,

La société ABC 26 a pour objet d'assurer la gestion et l'administration de leurs diverses sociétés opérationnelles et ses filiales.

Les Apporteurs souhaitent aujourd'hui apporter leurs parts COMPAGNIE DES ACCESSOIRES à la société ABC 26, afin de rationaliser la gestion du groupe.

Ce faisant, ABC 26 deviendrait leur société holding tête de groupe.

Cette opération est ci-après désignée l' « ***Apport*** ».

Une fois ces opérations réalisées, la Société bénéficiaire (ABC 26) détiendrait ainsi sa filiale COMPAGNIE DES ACCESSOIRES SARL à plus de 99%.

L'Apport serait rémunéré sous la forme de parts sociales nouvelles à émettre par la Société Bénéficiaire au profit des Apporteurs. ;

Ceci devant être effectué conformément aux dispositions légales applicables et selon les termes et conditions du présent contrat d'apport (ci-après le « ***Contrat*** »).

Par décision collective unanime en date du 21 novembre 2014 figurant en **Annexe 1** du Contrat, les associés de ABC 26 SARL ont d'ores et déjà désigné Mr Lucien-Raphael HADDAD, en qualité de Commissaire aux apports.

Sa mission est d'apprécier la valeur de l'Apport et de préparer un rapport destiné à être déposé auprès du Greffe du Tribunal de Commerce de PARIS et tenu à la disposition des associés de la Société Bénéficiaire dans les délais prescrits par la loi.

IL A ETE ARRETE ET CONVENU CE QUI SUIT :

Article 1 - DEFINITIONS

Dans le présent contrat d'apport, et sauf stipulation contraire :

« **Parts**» signifie les 499 parts de la société COMPAGNIE DES ACCESSOIRES, objet du présent Apport ;

« **Apport** » signifie l'apport des Parts de la société COMPAGNIE DES ACCESSOIRES au profit de la société ABC 26 selon les conditions et modalités précisées au Contrat ;

« **Apporteurs** » sont les Apporteurs personnes physiques figurant en en tête aux présentes ;

« **Date de Réalisation** » date à laquelle se réunira l'Assemblée Générale Extraordinaire des associés de ABC 26, à l'effet d'approuver l'Apport et l'augmentation de capital en résultant et ce, au plus tard 31 décembre 2014 ;

« **Contrat** » signifie le présent contrat d'apport.

Article 2 - DECLARATIONS

Les Apporteurs déclarent qu'ils n'ont jamais été en état de faillite et que leurs patrimoines ne sont menacés d'aucune mesure de confiscation.

Il est certifié en outre par les Apporteurs que les Parts ne sont gagées en aucune manière au profit de tiers et que chaque Apporteur en a la libre disposition.

Article 3 - APPORT

Les Apporteurs apportent à la Société bénéficiaire, net de tout passif et sous les garanties ordinaires de fait et de droit, ce qui est accepté par Madame Aline RIGAUD ès-qualités de Gérante de la Société bénéficiaire, les biens ci-après désignés et évalués comme suit :

3.1 Biens apportés

- par **Madame Aline RIGAUD** : 250 Parts qu'elle détient dans la société COMPAGNIE DES ACCESSOIRES,

- par **Monsieur Benjamin KRIEF** : 249 Parts qu'il détient dans la société COMPAGNIE DES ACCESSOIRES.

3.2 Evaluation

Pour les besoins de la réalisation des Apports envisagés, la société COMPAGNIE DES ACCESSOIRES a fait l'objet d'une évaluation récente basée sur les capitaux propres de la société tels qu'ils ressortent au dernier bilan.

Il en ressort que celle-ci a été évaluée à 1 123 022 euros, arrondi à 1 123 000 euros, soit **2 246 euros la part.**

L'Apport serait ainsi valorisé :

- **Concernant Madame Aline RIGAUD** : 250 Parts valorisées à 561 500 euros ;
- **Concernant Monsieur Benjamin KRIEF** : 249 Parts valorisées à 559 254 euros.

Sous réserve des vérifications prévues par la Loi, l'ensemble des apports en nature envisagés par les Apporteurs ci-dessus désignés seraient effectués pour une valorisation globale estimée à **1 120 754 euros.**

AK

Article 4 - REMUNERATION DE L'APPORT

En contrepartie de l'apport ci-dessus désigné évalué à 1 120 754 euros, il sera attribué aux Apporteurs :

- 1 120 754 parts sociales nouvelles de la Société bénéficiaire d'une valeur nominale de 1 euro chacune (soit 1 120 754 euros) ;

Ces parts sociales seront soumises à toutes les dispositions des statuts et aux décisions des assemblées générales de la société ABC 26.

La répartition entre les Apporteurs s'effectuerait dans les proportions suivantes :

Apporteurs	Nombre de parts Détenues avant apport	Nombre de parts nouvelles émises par ABC 26
Mme. Aline RIGAUD	**10.000**	**561 500**
Mr. Benjamin KRIEF	**10.000**	**559 254**
TOTAL	**20.000**	**1 120 754**

Article 5 - VERIFICATION ET APPROBATION DE L'APPORT

L'Apport qui précède ne sera définitif qu'après réalisation des conditions suivantes :

- établissement d'un rapport par le Commissaire aux apports comportant appréciation de la valeur de l'Apport ;

- approbation de l'évaluation de l'Apport par l'Assemblée Générale Extraordinaire des associés de la Société bénéficiaire.

La réalisation de ces conditions devra intervenir au plus tard le **31 décembre 2014** ; à défaut de quoi, le présent Contrat sera considéré comme non avenu, sans indemnité de part ni d'autre.

1V) APPORT DES ACTIONS ABC ACCESSOIRES SAS

ETANT PREALABLEMENT EXPOSE QUE :

La société ABC ACCESSOIRES a été créée le 29/01/1996, SAS au capital de 49 087.93 euros, dont le siège social est situé au 76, rue Notre-Dame de Nazareth, 75003 Paris, immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de Paris sous le numéro 403 597 974 RCS PARIS.

Il s'agit d'une société de commerce de gros d'habillement.

Son capital social est divisé en 1 288 actions, de 38,11 € de valeur nominale.

Une Partie des Apporteurs en sont associés selon la répartition suivante :

- Madame Aline RIGAUD : 644 actions,
- Monsieur Benjamin KRIEF : 644 actions.

Soit la totalité des parts de la société ABC ACCESSOIRES SAS

Par ailleurs, sont également associés à parts égales de la société ABC 26 SARL, dont le capital s'élève à 20 000 euros divisé en 20 000 parts sociales d'une valeur nominale de 1 euro chacune, réparties comme suit, les associés suivants :

- Monsieur Benjamin KRIEF : 10 000 parts numérotées de 1 à 10 000.
- Madame Aline RIGAUD : 10 000 parts numérotées de 10 001 à 20 000,

La société ABC 26 a pour objet d'assurer la gestion et l'administration de leurs diverses sociétés opérationnelles et ses filiales.

Les Apporteurs souhaitent aujourd'hui apporter leurs actions ABC ACCESSOIRES SAS à la société ABC 26, afin de rationaliser la gestion du groupe.

Ce faisant, ABC 26 deviendrait leur société holding tête de groupe.

Cette opération est ci-après désignée l' « *Apport* ».

Une fois ces opérations réalisées, la Société bénéficiaire (ABC 26) détiendrait ainsi sa filiale ABC ACCESSOIRES SAS à plus de 99%.

L'Apport serait rémunéré sous la forme de parts sociales nouvelles à émettre par la Société Bénéficiaire au profit des Apporteurs. ;

Ceci devant être effectué conformément aux dispositions légales applicables et selon les termes et conditions du présent contrat d'apport (ci-après le « *Contrat* »).

Par décision collective unanime en date du 21 novembre 2014 figurant en **Annexe 1** du Contrat, les associés de ABC 26 SARL ont d'ores et déjà désigné Mr Lucien-Raphael HADDAD, en qualité de Commissaire aux apports.

Sa mission est d'apprécier la valeur de l'Apport et de préparer un rapport destiné à être déposé auprès du Greffe du Tribunal de Commerce de PARIS et tenu à la disposition des associés de la Société Bénéficiaire dans les délais prescrits par la loi.

IL A ETE ARRETE ET CONVENU CE QUI SUIT :

Article 1 - DEFINITIONS

Dans le présent contrat d'apport, et sauf stipulation contraire :

AK CK AV

« **Actions**» signifie les 1 287 actions de la société ABC ACCESSOIRES, objet du présent Apport ;

« **Apport** » signifie l'apport des Actions de la société ABC ACCESSOIRES au profit de la société ABC 26 selon les conditions et modalités précisées au Contrat ;

« **Apporteurs** » sont les Apporteurs personnes physiques figurant en en tête aux présentes ;

« **Date de Réalisation** » date à laquelle se réunira l'Assemblée Générale Extraordinaire des associés de ABC 26, à l'effet d'approuver l'Apport et l'augmentation de capital en résultant et ce, au plus tard 31 décembre 2014 ;

« **Contrat** » signifie le présent contrat d'apport.

Article 2 - DECLARATIONS

Les Apporteurs déclarent qu'ils n'ont jamais été en état de faillite et que leurs patrimoines ne sont menacés d'aucune mesure de confiscation.

Il est certifié en outre par les Apporteurs que les Parts ne sont gagées en aucune manière au profit de tiers et que chaque Apporteur en a la libre disposition.

Article 3 - APPORT

Les Apporteurs apportent à la Société bénéficiaire, net de tout passif et sous les garanties ordinaires de fait et de droit, ce qui est accepté par Madame Aline RIGAUD ès-qualités de Gérante de la Société bénéficiaire, les biens ci-après désignés et évalués comme suit :

3.1 Biens apportés

- par **Madame Aline RIGAUD** : 643 Actions qu'elle détient dans la société ABC ACCESSOIRES,

- par **Monsieur Benjamin KRIEF** : 644 Actions qu'il détient dans la société ABC ACCESSOIRES.

3.2 Evaluation

Pour les besoins de la réalisation des Apports envisagés, la société ABC ACCESSOIRES a fait l'objet d'une évaluation récente basée sur les capitaux propres de la société tels qu'ils ressortent au dernier bilan.

Il en ressort que celle-ci a été évaluée à 2 875 400 euros, arrondi à 2 874 816 euros, soit **2 232 euros l'action.**

L'Apport serait ainsi valorisé :

- **Concernant Madame Aline RIGAUD** : 643 Actions valorisées à 1 435 176 euros ;
- **Concernant Monsieur Benjamin KRIEF** : 644 Actions valorisées à 1 437 408 euros.

AK CK

Sous réserve des vérifications prévues par la Loi, l'ensemble des apports en nature envisagés par les Apporteurs ci-dessus désignés seraient effectués pour une valorisation globale estimée à **2 872 584 euros.**

Article 4 - REMUNERATION DE L'APPORT

En contrepartie de l'apport ci-dessus désigné évalué à 2 872 584 euros, il sera attribué aux Apporteurs :

- 2 872 584 parts sociales nouvelles de la Société bénéficiaire d'une valeur nominale de 1 euro chacune (soit 2 872 584 euros) ;

Ces parts sociales seront soumises à toutes les dispositions des statuts et aux décisions des assemblées générales de la société ABC 26.

La répartition entre les Apporteurs s'effectuerait dans les proportions suivantes :

Apporteurs	Nombre de parts Détenues avant apport	Nombre de parts nouvelles émises par ABC 26
Mme. Aline RIGAUD	**10.000**	**1 435 176**
Mr. Benjamin KRIEF	**10.000**	**1 437 408**
TOTAL	**20.000**	**2 872 584**

Article 5 - VERIFICATION ET APPROBATION DE L'APPORT

L'Apport qui précède ne sera définitif qu'après réalisation des conditions suivantes :

- établissement d'un rapport par le Commissaire aux apports comportant appréciation de la valeur de l'Apport ;

- approbation de l'évaluation de l'Apport par l'Assemblée Générale Extraordinaire des associés de la Société bénéficiaire.

La réalisation de ces conditions devra intervenir au plus tard le **31 décembre 2014** ; à défaut de quoi, le présent Contrat sera considéré comme non avenu, sans indemnité de part ni d'autre.

AK

V) DISPOSITIONS COMMUNES AUX DIFFERENTS APPORTS

En cas de réalisation définitive des apports, le capital social de la société ABC 26 s'élèvera à 5 019 518 euros, au lieu actuellement de 20.000 euros.

Il sera divisé en 5 019 518 parts sociales d'une valeur nominale de 1 euros chacune, réparties entre les associés selon la décomposition suivante :

- Monsieur Benjamin KRIEF : 2 464 862 parts numérotées de 1 à 10 000 et de 20 001 à 2 474 862,
- Madame Aline RIGAUD : 2 494 656 parts numérotées de 10 001 à 20 000 et de 2 474 863 à 4 959 518
- Madame Alison KRIEF : 30 000 parts numérotées de 4 959 519 à 4 989 518,
- Madame Camille KRIEF : 30 000 parts numérotées de 4 989 519 à 5 019 518.

Article 7 - DECLARATIONS FISCALES

7.1. Régime d'imposition des plus-values

Au regard du régime d'imposition des plus-values des particuliers résultant de l'échange de titres tel que prévu à l'article 150-0 B TER du Code Général des Impôts, les Apporteurs personnes physiques ainsi que la société ABC 26 déclarent que l'opération d'apport peut bénéficier du report d'imposition des plus-values réalisées en cas d'apports des droits sociaux au profit d'une société soumise à l'impôt sur les sociétés.

7.2. Droits d'enregistrement

Le présent acte sera soumis à l'enregistrement et donnera lieu à perception des droits selon le montant applicable.

Article 8– ELECTION DE DOMICILE

Pour l'exécution des présentes, les Parties font élection de domicile :

- les Apporteurs, aux adresses figurant aux en têtes des présentes ;
- la Société bénéficiaire, en son siège social indiqué en tête des présentes.

AK CK

Article 9 - AFFIRMATION DE SINCERITE

Les Parties soussignées affirment sous les peines édictées par la loi que le présent acte exprime l'intégralité de la valeur des biens apportés.

Article 10 - FRAIS

Les frais, droits et honoraires des présentes, ainsi que ceux qui en seront la conséquence, sont à la charge de la Société bénéficiaire qui s'oblige à les payer.

*
* *

Fait en HUIT (8) exemplaires,
Dont UN pour l'enregistrement
UN pour le dépôt au Greffe
UN pour chacune des parties
Et UN pour les archives sociales

Enregistré à : S.I.E 6E ODEON-POLE ENREGISTREMENT
Le 22/12/2014 Bordereau n°2014/1 480 Case n°29 **Ext 15580**
Enregistrement : 125 € **Pénalités :**
Total liquidé : cent vingt-cinq euros
Montant reçu : cent vingt-cinq euros
L'Agente des impôts

Stéfanie NICOLAS
Agent Administratif des Finances Publiques

A Paris, le 29.11.2014.

Les Apporteurs	La Société Bénéficiaire
Aline Rigaud **Benjamin KRIEF** **Alison KRIEF** **Camille KRIEF**	**ABC 26 SARL** **Aline RIGAUD,** Gérante

1500534001

DATE DEPOT :	2015-01-19
NUMERO DE DEPOT :	2015R005336
N° GESTION :	2014B25293
N° SIREN :	808446496
DENOMINATION :	ABC 26
ADRESSE :	278 boulevard Raspail 75014 Paris
DATE D'ACTE :	2014/12/15
TYPE D'ACTE :	PROCES VERBAL D'ASSEMBLEE GENERALE EXTRAORDINAIRE
NATURE D'ACTE :	APPORT
	AUGMENTATION DE CAPITAL
	MODIFICATION(S) STATUTAIRE(S)

14P05283

Greffe du tribunal
de commerce de Paris
Acte déposé le :
19 JAN. 2015
Sous le N° : 5336

ABC 26

Société À Responsabilité Limitée au capital de 20 000 €

Siège social : 278 boulevard Raspail

75014 PARIS

RCS PARIS 808 446 496

rapport déposé le 23/12/14

PROCES-VERBAL
DE L'ASSEMBLEE GENERALE EXTRAORDINAIRE
EN DATE DU 15 DECEMBRE 2014

PF AL - AU - MS
CD du 23/11/14 : BB
06 du 15/12/14

L'an deux mil quatorze,
Le quinze décembre,
à dix-sept heures,

Les associés de la société **ABC 26** (ci-après la « **Société** »), se sont réunis en assemblée générale mixte.

Sont présents ou représentés :

- Monsieur Benjamin KRIEF, Associé: 10 000 parts numérotées 1 à 10 000
- Madame Aline RIGAUD, Associé-gérant : 10 000 parts numérotées 10 001 à 20 000

Soit au total 20 000 parts composant l'intégralité du capital social.

Madame Aline RIGAUD, gérante, préside l'assemblée.

Le président de séance constate que l'assemblée, régulièrement constituée, peut donc valablement délibérer.

L'Assemblée lui en donne acte.

Le président dépose sur le bureau et met à la disposition de l'assemblée :

- le rapport du gérant sur l'opération d'apport ;
- le rapport du Commissaire aux apports ;
- le texte des projets de résolutions soumises au vote des associés ;
- les statuts de la Société (incluant la mise à jour).

Enregistré à : S.I.E 6E ODEON-POLE ENREGISTREMENT

Le 23/12/2014 Bordereau n°2014/1 484 Case n°3 **Ext 15612**

Enregistrement : 500 € **Pénalités :**

Total liquidé : cinq cents euros

Montant reçu : cinq cents euros

L'Agente des impôts

Anne-Marie HOPSORE-CUVELIER
Agent Administratif Principal
des Finances Publiques

Le Président rappelle que l'ordre du jour porte sur :

- Approbation des apports à la Société des parts et actions des sociétés TRIANGLE, ALASKA, COMPAGNIE DES ACCESSOIRES, et ABC ACCESSOIRES, ainsi que de l'évaluation de ces apports ;

- Agrément de deux nouveaux associés ;

- Augmentation du capital d'un montant de 4 999 518 euros par voie de création de 4 999 518 parts sociales nouvelles d'une valeur nominale de 1 euro chacune ;

- Modifications corrélatives des statuts ;

- Pouvoirs en vue des formalités.

Après échanges de vues, le Président met aux voix les résolutions suivantes :

PREMIERE RESOLUTION

L'assemblée générale donne acte à la gérance de ce que les dispositions légales concernant tant la convocation de l'assemblée que l'information des associés ont bien été respectées et, notamment, de la mise à disposition des associés pendant les quinze jours ayant précédé l'assemblée, de l'inventaire et des documents soumis à l'approbation.

Cette résolution, mise aux voix, est adoptée à l'unanimité.

DEUXIEME RESOLUTION

L'Assemblée Générale, après avoir entendu la lecture du contrat d'apport en date du 29 novembre 2014, aux termes duquel :

Les associés de la société TRIANGLE, s'engagent à apporter 499 parts
Les associés de la société ALASKA, s'engagent à apporter 2 489 parts
Les associés de la société COMPAGNIE DES ACCESSOIRES, s'engagent à apporter 499 parts,
Les actionnaires de la société ABC ACCESSOIRES, s'engagent à apporter 1 287 acitons,

déclare approuver tous les termes et conditions dudit contrat d'apport, ainsi que l'évaluation de l'apport et les conclusions du rapport établi par le Commissaire aux apports.

Cette résolution, mise aux voix, est adoptée à l'unanimité.

TROISIEME RESOLUTION

L'assemblée générale déclare agréer :

- Camille KRIEF, apporteur, en qualité de nouvel associé,
- Alyson KRIEF, apporteur, en qualité de nouvel associé.

Cette résolution, mise aux voix, est adoptée à l'unanimité.

QUATRIEME RESOLUTION

L'Assemblée Générale, après avoir approuvé l'évaluation de l'apport en nature ci-dessus décrit, constate la réalisation de l'apport et décide, en rémunération dudit apport, d'augmenter le capital de la Société d'une somme de 4 999 518 euros, par la création de 4 999 518 parts sociales nouvelles, numérotées 20 001 à 5 019 518, d'une valeur nominale de 1 euro chacune, ceci ayant pour effet de porter le capital social à un montant de 5 019 518 euros (au lieu précédemment de 20.000 euros).

Les 4 999 518 parts sociales nouvelles sont dès à compter de ce jour, entièrement assimilées aux parts anciennes.

Cette résolution, mise aux voix, est adoptée à l'unanimité.

CINQUIEME RESOLUTION

En conséquence de l'adoption des résolutions qui précèdent, l'Assemblée Générale décide de modifier les articles 7 et 8 des statuts comme suit :

ARTICLE 7 – APPORTS

Il y est ajouté le paragraphe suivant :

« Aux termes des délibérations de l'Assemblée Générale Extraordinaire en date du 15 décembre 2014, il a été décidé d'approuver les apports à la Société de 499 parts de la société TRIANGLE, de 2 489 parts de la société ALASKA, de 499 parts de la société Compagnie des accessoires et de 1 287 actions de la société ABC ACCESSOIRES pour un montant de 4 999 518 euros, entraînant ainsi une augmentation du capital social de 4 999 518, par voie de création de 4 999 518 parts sociales nouvelles d'une valeur nominale de 1 euro chacune ».

ARTICLE 8 – CAPITAL SOCIAL ET LIBERATION DES PARTS

Celui-ci est remplacé par le texte suivant :

Le capital social est fixé à la somme de cinq millions dix neuf mille cinq cent dix huit euros.

Il est divisé en cinq millions dix neuf mille cinq cent dix huit (5 019 518) parts d'une valeur nominale de un euro (1 €) chacune, entièrement libérées.

Les parts sociales sont attribuées et réparties comme suit :

- Monsieur Benjamin KRIEF :
  numérotées de 1 à 10 000
  et de 20 001 à 20 001 à 2 474 862 — 2 464 862 parts
- Madame Aline RIGAUD :
  numérotées de 10 001 à 20 000
  et de 2 474 863 à 4 595 518 — 2 484 656 parts
- Madame Alison KRIEF :
  numérotées de 4 959 519 à 4 989 518 — 30 000 parts
- Madame Camille KRIEF :
  numérotées de 4 989 519 à 5 019 518 — 30 000 parts

Total égal au nombre de parts composant le capital social,
Cinq millions dix neuf mille cinq cent dix huit parts, — **5 019 518 parts**

Cette résolution est adoptée à l'unanimité.

SIXIEME RESOLUTION

Tous pouvoirs sont donnés au porteur d'un original, d'une copie ou d'un extrait des présentes en vue de l'accomplissement de toutes formalités de publicité et autres qu'il appartiendra.

Cette résolution, mise aux voix, est adoptée à l'unanimité.

L'ordre du jour étant épuisé, la séance est levée à dix-huit heures.

De tout ce que dessus, il a été dressé le présent procès-verbal qui a été signé, après lecture, par le Président de Séance.

- Aline RIGAUD

1500534003

DATE DEPOT : 2015-01-19

NUMERO DE DEPOT : 2015R005336

N° GESTION : 2014B25293

N° SIREN : 808446496

DENOMINATION : ABC 26

ADRESSE : 278 boulevard Raspail 75014 Paris

DATE D'ACTE : 2014/12/15

TYPE D'ACTE : STATUTS A JOUR

NATURE D'ACTE :

14B25293

ABC 26

Société À Responsabilité Limitée au capital de 5 019 518 €

Siège social : 278 boulevard Raspail

75014 PARIS

RCS PARIS 808 446 496

Greffe du tribunal
de commerce de Paris
Acte déposé le :

19 JAN. 2015

sous le N° 5336

COPIE CERTIFIEE CONFORME

STATUTS MIS A JOUR LE 15/12/2014

LES SOUSSIGNES :

- Benjamin KRIEF,

né le 19 février 1959 à TUNIS (TUNISIE),
demeurant au 278 boulevard Raspail, PARIS (Ville de Paris),
célibataire, non lié par un pacte civil de solidarité,
de nationalité Française,

- Aline RIGAUD,

née le 08 avril 1959 à Bordeaux (33),
demeurant au 278 boulevard Raspail, PARIS (Ville de Paris),
célibataire, non liée par un pacte civil de solidarité,
de nationalité Française,

Ont établi ainsi qu'il suit les statuts d'une Société A Responsabilité Limitée qu'ils ont décidé de constituer entre eux.

TITRE I

FORME - OBJET - DENOMINATION - SIEGE - DUREE – EXERCICE

ARTICLE 1ER - FORME

Il est formé entre les soussignés une société à responsabilité limitée qui sera régie par les présents statuts, par le Code de commerce, ainsi que par toutes autres dispositions légales et réglementaires en vigueur.

ARTICLE 2 – OBJET SOCIAL

La société a pour objet, en France comme à l'étranger :

- La participation active à la conduite de la politique et au contrôle de ses filiales et sous filiales et, la cas échéant, la fourniture auxdites sociétés de services spécifiques, administratifs, juridiques, comptables, financiers, immobiliers, mobiliers ou autres ;
- La réalisation de toutes études notamment financière, commerciale, technique en vue de l'amélioration des performances des sociétés en général ;
- La gestion de la trésorerie du groupe ;

  A cette fin, l'acquisition, la détention, la gestion et le transfert, par tous moyens à sa convenance, de toutes participations dans des sociétés, groupement ou autres ;
- La participation de la société, par tous moyens, directement ou indirectement, dans toutes opérations pouvant se rattacher à son objet par voie de création de sociétés nouvelles, d'apport, de souscription ou d'achat de titres ou droits sociaux, de fusion ou autrement, de création, d'acquisition, de location, de prise en location gérance de tous fonds de commerce ou établissements, la prise, l'acquisition, l'exploitation ou la cession de tous procédés et brevets concernant ces activités ;
- Et généralement, toutes opérations industrielles, commerciales, financières, civiles, mobilières ou immobilières, pouvant se rattacher directement ou indirectement à l'objet social ou à tout objet similaire ou connexe.

La société peut recourir en tous lieux à tous actes ou opérations de quelque nature et importance qu'elles soient, dès lors qu'ils peuvent concourir ou faciliter la réalisation des activités visées aux alinéas qui précèdent ou qu'ils permettent de sauvegarder, directement ou indirectement, les intérêts commerciaux ou financiers de la société ou des entreprises avec lesquelles elle est en relation d'affaires.

ARTICLE 3 - DENOMINATION

La dénomination de la société est : **ABC 26**

Dans tous les actes, factures, annonces, publications et autres documents émanant de la société, la dénomination sociale doit toujours être précédée ou suivie des mots écrits lisiblement "société à responsabilité limitée" ou des initiales "S.A.R.L." et de l'indication du lieu du siège social et du montant du capital social.

ARTICLE 4 - SIEGE SOCIAL

Le siège social est fixé à 278 boulevard Raspail – 75 014 PARIS.

Il pourra être transféré en tout autre endroit du même département ou dans un département limitrophe par simple décision de la gérance, et en tout autre lieu suivant décision extraordinaire des associés.

ARTICLE 5 - DUREE

La durée de la société est fixée à quatre-vingt-dix-neuf (99) années à compter de son immatriculation au registre du commerce et des sociétés, sauf les cas de dissolution anticipée ou de prorogation prévus par les présents statuts.

ARTICLE 6 - EXERCICE SOCIAL

L'exercice social commence le 1er janvier et se termine le 31 décembre de chaque année.

Par exception, le premier exercice social s'ouvre à la date d'immatriculation et sera clos le 31 décembre 2014.

TITRE II

CAPITAL – PARTS SOCIALES

ARTICLE 7 – APPORTS

Lors de la constitution, il n'a été procédé qu'à des apports en numéraire.

Les soussignés apportent à la société, savoir :

- Benjamin KRIEF,
  la somme de dix mille euros ..... 10 000.00 €
- Aline RIGAUD,
  la somme de dix mille euros ..... 10 000.00 €

Montant total des apports en numéraire :
vingt mille euros ..... 20 000.00 €

Ladite somme correspond à la souscription de vingt mille (20 000.00) parts de un euro (1.00) chacune, intégralement libérées, ainsi que l'atteste le certificat du dépositaire établi, en date du 13 novembre 2014, par HSBC pour le compte de la société en formation.

Aux termes des délibérations de l'Assemblée Générale Extraordinaire en date du 15 décembre 2014, il a été décidé d'approuver les apports à la Société de 499 parts de la société TRIANGLE, de 2 489 parts de la société ALASKA, de 499 parts de la société Compagnie des accessoires et de 1 287 actions de la société ABC ACCESSOIRES pour un montant de 4 999 518 euros, entraînant ainsi une augmentation du capital social de 4 999 518, par voie de création de 4 999 518 parts sociales nouvelles d'une valeur nominale de 1 euro chacune.

ARTICLE 8 - CAPITAL SOCIAL ET LIBERATION DES PARTS

Le capital social est fixé à la somme de cinq millions dix neuf mille cinq cent dix huit euros.

Il est divisé en cinq millions dix neuf mille cinq cent dix huit (5 019 518) parts d'une valeur nominale de un euro (1 €) chacune, entièrement libérées.

Les parts sociales sont attribuées et réparties comme suit :

• Monsieur Benjamin KRIEF : numérotées de 1 à 10 000 et de 20 001 à 2 467 462	2 464 862 parts
• Madame Aline RIGAUD : numérotées de 10 001 à 20 000 et de 2 467 863 à 4 959 518	2 494 656 parts
• Madame Alison KRIEF : numérotées de 4 959 519 à 4 989 518	30 000 parts
• Madame Camille KRIEF : numérotées de 4 989 519 à 5 019 518	30 000 parts
Total égal au nombre de parts composant le capital social,	
Cinq millions dix neuf mille cinq cent dix huit parts,	**5 019 518 parts**

Les associés déclarent que les parts ainsi créées sont souscrites en totalité par les associés, libérées dans les conditions exposées ci-dessus et qu'elles sont réparties entre eux dans les proportions ci-dessus indiquées.

ARTICLE 9 - MODIFICATION DU CAPITAL

9.1 - Augmentation du capital

9.1.1 - Modalités

Le capital social peut être augmenté, en une ou plusieurs fois, par voie d'apports en nature ou en numéraire ou par incorporation de tout ou partie des bénéfices ou réserves disponibles, au moyen de la création de parts sociales nouvelles ou de l'élévation de la valeur nominale des parts existantes.

Toutefois, le capital social doit être intégralement libéré avant toute souscription de nouvelles parts sociales à libérer en numéraire.

Toute augmentation de capital sera décidée par une décision des associés aux conditions de quorum et de majorité prévues pour les modification statutaires, et selon les modalités qu'elle détermine en se conformant aux prescriptions des articles L.223-32 et L.223-33 du Code de commerce.

Les parts nouvelles peuvent être créées au pair ou avec prime ; dans ce cas, la collectivité des associés, par la décision portant augmentation du capital, fixe le montant de la prime et détermine son affectation.

9.1.2 - Souscriptions en numéraire et apports en nature

En cas d'augmentation de capital par souscription de parts sociales en numéraire, celles-ci doivent être libérées d'un quart au moins de leur valeur nominale. Les parts qui ne sont pas libérées à la constitution doivent l'être, en une ou plusieurs fois, dans un délai maximum de cinq ans à compter du jour où l'augmentation de capital est devenue définitive.

Les appels de fonds s'effectueront dans les mêmes conditions et sous les mêmes sanctions que celles prévues ci-avant pour la libération des parts émises lors de la constitution.

Les fonds provenant de la libération des parts doivent faire l'objet d'un dépôt à la caisse des dépôts et consignations, chez un notaire, ou dans une banque.

Si la libération des parts se fait par compensation avec des créances liquides et exigibles sur la société, ces créances font l'objet d'un arrêté de compte par la gérance certifié exact par le Commissaire aux comptes s'il en existe ou par l'expert-comptable de la société

Si l'augmentation de capital est réalisée en tout ou partie au moyen d'apports en nature, l'évaluation de chaque apport en nature doit être faite au vu d'un rapport établi sous sa responsabilité par un commissaire aux apports désigné à l'unanimité des associés ou, à défaut par ordonnance du Président du Tribunal de commerce à la requête de l'un des gérants ou d'un associé.

Si la valeur d'aucun bien apporté n'excède 30 000 € et si la valeur totale de l'ensemble des apports en nature non évalués par un commissaire aux apports n'excède pas la moitié du capital, les associés peuvent à l'unanimité décider de ne pas avoir recours à un commissaire aux apports.

Lorsqu'il n'y a pas eu de nomination de Commissaire aux apports ou lorsque la valeur retenue est différente de celle proposée par le Commissaire aux apports, le ou les gérants de la société et les personnes ayant souscrit à l'augmentation du capital sont solidairement responsables pendant cinq (5) ans à l'égard des tiers de la valeur actualisée aux dits apports.

Les parts représentatives d'apports en nature doivent être intégralement libérées et réparties lors de leur création.

Les parts représentant des apports en numéraire doivent être libérées d'un quart au moins de leur valeur nominale lors de la souscription et, le cas échéant, de la totalité de la prime d'émission.

Le bénéficiaire d'une augmentation de capital sera assimilé à un cessionnaire et devra être agréé selon les mêmes modalités qu'un cessionnaire.

9.1.3 - Apporteurs cnmmuns en biens

En cas d'apport de biens communs, le conjoint de l'apporteur peut revendiquer la qualité d'associé à concurrence de la moitié des parts souscrites ou acquises.

A cet effet, il doit être informé de cet apport. La justification de cette information doit être donnée dans l'acte d'apport ou d'acquisition.

L'acceptation ou l'agrément des associés vaut pour les deux époux si la revendication intervient lors de l'apport.

Si cette revendication intervient après la réalisation de l'apport, le conjoint doit être agréé dans les conditions ci-après prévues pour les cessions de parts.

9.2 - Réduction du capital social

Le capital social peut être réduit pour cause de pertes ou par voie de remboursement ou de rachat partiel des parts au moyen de la réduction de la valeur nominale ou du nombre de parts.

Toute réduction de capital sera décidée en vertu d'une décision collective extraordinaire des associés, selon les modalités qu'elle détermine en se conformant aux prescriptions de l'article L.223-34 du Code de commerce.

En aucun cas, la réduction de capital, quelle qu'en soit la cause, ne peut porter atteinte à l'égalité des associés.

9.3 - Rompus

Lors de toute augmentation ou réduction de capital, les associés devront, le cas échéant, faire leur affaire personnelle de toute acquisition ou cession de parts ou de droits nécessaires pour permettre l'attribution ou l'échange au profit de chacun d'eux d'un nombre entier de parts nouvelles.

ARTICLE 10 - COMPTES COURANTS D'ASSOCIES

Outre leurs apports, les associés auront la faculté, sur la demande ou avec l'accord de la gérance, de verser ou laisser à disposition de la société, en compte courant, toutes sommes qui seraient jugées utiles pour les besoins de la société, le tout sous réserve de la réglementation applicable aux opérations de crédit (C. Mon. Fin. art. L.511-5).

Ces sommes seront inscrites au crédit d'un compte ouvert au nom de l'associé.

Les comptes courants d'associés ne doivent jamais être débiteurs, et la société a la faculté d'en rembourser tout ou partie, après avis donné par écrit un mois à l'avance, sauf stipulation contraire.

Les conditions d'intérêt, de remboursement et de retrait de chacun de ces comptes seront déterminées, soit par décision collective ordinaire du ou des associés, soit par convention intervenue directement entre la gérance et le déposant et soumise à l'approbation de l'assemblée générale des associés.

Les intérêts des comptes courants seront perçus au maximum dans la limite des intérêts légaux fiscalement déductibles et portés dans les frais généraux de la société.

ARTICLE 11 - PARTS SOCIALES

11.1 - Représentation des parts sociales

Les parts sociales doivent être souscrites en totalité par les associés, leur répartition doit être mentionnée dans les statuts.

Les parts sociales ne peuvent être représentées par des titres négociables.

La société peut émettre des parts sociales en rémunération des apports en industrie qui lui sont effectués. Ces parts sont émises sans valeur nominale et ne sont pas prises en compte pour la formation du capital social.

Les parts sociales d'industrie sont attribuées à titre personnel. Elles ne peuvent être cédées et sont annulées en cas de décès de leur titulaire comme en cas de cessation des prestations dues par ledit titulaire. Sauf en cas d'inexécution des prestations promises, l'annulation en cours d'exercice donnera droit, au prorata du temps écoulé, à la quote-part de dividendes attribuée à ces parts.

Dans le cas d'un associé qui n'a apporté que son industrie, sa part est égale à celle de l'associé qui a le moins apporté.

11.2 - Indivisibilité des parts sociales

Les parts sociales sont indivisibles à l'égard de la société qui ne reconnaît qu'un seul propriétaire pour chacune d'elles.

Les copropriétaires indivis sont tenus de désigner l'un d'entre eux pour les représenter auprès de la société ; à défaut d'entente, il appartient à l'indivisaire le plus diligent de faire désigner par justice un mandataire chargé de les représenter.

Le droit de vote appartient à l'usufruitier ou au locataire de parts dans les assemblées générales ordinaires et au nu-propriétaire ou au bailleur dans les assemblées générales extraordinaires sans que cette répartition du droit de vote ne préjuge de la qualité d'associé.

Toutefois, dans tous les cas, le nu-propriétaire a le droit de participer aux assemblées générales.

11.3 - Droits attribués aux parts

Les droits de chaque associé dans la société résultent seulement des présents statuts, des actes modificatifs ultérieurs et des cessions de parts régulièrement notifiées et publiées.

Chaque part sociale donne droit à la même somme nette dans la répartition des bénéfices et produits au cours de la société et dans la répartition de l'actif social en cas de liquidation.

Les droits et obligations attachés aux parts les suivent dans quelque main qu'elles passent. La possession d'une part emporte de plein droit adhésion aux présents statuts et aux décisions collectives régulièrement adoptées par les associés.

Les représentants, ayants droit, conjoint, partenaire pacsé et héritiers d'un associé ne peuvent, sous quelque prétexte que ce soit, requérir l'apposition des scellés sur les biens et valeurs de la société, ni en demander le partage ou la licitation.

11.4 - Information des associés

Tout associé a le droit, à toute époque, d'obtenir, au siège social, la délivrance d'une copie certifiée conforme des statuts en vigueur au jour de la demande, indiquant la répartition des parts sociales. La société doit annexer à ce document la liste des gérants et des Commissaires aux comptes en exercice.

11.5 - Nantissement des parts

Les parts sociales ne peuvent être données en nantissement que si elles ont été intégralement libérées. Dans ce cas, le débiteur reste associé et exerce le droit de vote attaché à ces parts.

Ce nantissement par application des articles 2335 et 2355 du Code civil sera conclu par un écrit contenant la désignation de la dette garantie et la quantité de parts données en gage et s'opérera par voie de publication sur un registre spécial dans les conditions de l'article 2338 du Code civil et du décret 2006-1804 du 23 décembre 2006.

Si la société a donné son consentement à un projet de nantissement de parts sociales, ce consentement emportera l'agrément de l'adjudicataire en cas de vente en justice ou si il en a été décidé ainsi celui de l'attributaire judiciaire ou conventionnel des parts nanties à moins que la société ne préfère, après la cession ou l'attribution, acquérir les parts sans délai en vue de réduire son capital ; en cas d'attribution conventionnelle des parts, la société devra verser au créancier la valeur des parts arrêtée par l'expert désigné conformément à l'article 2348 du Code civil.

ARTICLE 12 – CESSION ET TRANSMISSION DES PARTS SOCIALES

12.1 - Cessions

12.1.1 - Forme de la cession

Les parts sociales ne peuvent être cédées que si elles ont été intégralement libérées.

Toute cession de parts sociales doit être constatée par acte sous seing privé ou notarié.

Elle n'est opposable à la société qu'après qu'elle lui ait été signifiée ou qu'elle l'ait acceptée dans un acte authentique, conformément à l'article 1690 du Code civil, ou par le dépôt d'un original de l'acte de cession de parts au siège social, contre remise par la gérance d'une attestation de ce dépôt.

Elle n'est opposable aux tiers qu'après accomplissement de cette formalité et, en outre, après publicité au greffe du tribunal de commerce.

12.1.2 - Agrément des cessions

Les parts sociales sont librement cessibles entre associés et au profit du conjoint, partenaire pacsé et des héritiers en ligne directe du titulaire.

Elles ne peuvent être cédées à des tiers étrangers à la société et, au sein de la famille du cédant, à d'autres personnes que celles indiquées à l'alinéa précédent, qu'avec le consentement de la majorité des associés représentant au moins au moins la moitié des parts sociales, lorsque la société comporte plus d'un associé, cette majorité étant déterminée compte tenu de la personne et des parts de l'associé cédant.

Les cessions intervenant entre partenaires liés par un pacte civil de solidarité sont soumises à la procédure d'agrément si le cessionnaire n'est pas lui-même déjà associé.

Dans le cas où l'agrément des associés est requis et lorsque la société comporte plus d'un associé, le projet de cession est notifié par acte extrajudiciaire ou par lettre recommandée avec demande d'avis de réception à la société et à chacun des associés.

Dans les huit jours à compter de la notification qui lui a été faite en application de l'alinéa précédent, la gérance doit convoquer l'assemblée des associés pour qu'elle délibère sur le projet ou consulter les associés par écrit sur ce projet.

La décision de la société est notifiée au cédant par lettre recommandée avec demande d'avis de réception.

Les associés peuvent également donner leur agrément en donnant leur consentement unanime dans l'acte de cession qui sera signé entre le cédant et le cessionnaire.

Si la société n'a pas fait connaître sa décision dans le délai de trois mois à compter de la dernière des notifications faite soit à la société soit à l'un des associés, le consentement à la cession est réputé acquis.

12.1.3 - Obligation d'achat ou de rachat de parts dont la cession n'est pas agréée

Si la société a refusé de consentir à la cession, les associés sont tenus, dans les trois mois à compter de ce refus, d'acquérir ou de faire acquérir les parts à un prix payable comptant et fixé conformément aux dispositions de l'article 1843-4 du Code civil, les frais d'expertise étant à la charge de la société, ou fixé par accord unanime des associés. Le cédant peut toutefois renoncer à céder ses parts.

En cas d'expertise dans les conditions définies à l'article 1843-4 du Code Civil, le cédant peut renoncer à son projet de cession à défaut d'accord sur le prix fixé par l'expert.

A la demande de la gérance, ce délai peut être prolongé une ou plusieurs fois, par décision du Président du Tribunal de commerce statuant par ordonnance sur requête non susceptible de recours, sans que cette (ou ces) prolongation(s) puisse(nt) excéder six mois.

La société peut également, avec le consentement de l'associé cédant, décider dans le même délai de réduire son capital du montant de la valeur nominale des parts de cet associé et de racheter ces parts au prix déterminé conformément à l'article 1843-4 du Code civil. Un délai de paiement, qui ne saurait excéder deux ans, peut, sur justification, être accordé à la société par ordonnance du Président du Tribunal de commerce du lieu du siège social, statuant par ordonnance de référé, non susceptible de recours. Les sommes dues portent intérêt au taux légal en matière commerciale.

Si, à l'expiration du délai imparti, aucune des solutions prévues ci-dessus n'est intervenue, l'associé peut réaliser la cession initialement prévue, à la condition qu'il possède les parts qui en font l'objet depuis au moins deux ans, à moins qu'il ne les aient recueillies en suite de succession, de liquidation de communauté de biens entre époux ou de donation par son conjoint, partenaire pacsé ou par un ascendant ou descendant.

Les dispositions qui précèdent sont applicables à tous modes de cession, d'apport y compris les opérations emportant transmission, universelle, même aux adjudications publiques en vertu d'ordonnance de justice ou autrement, ainsi qu'aux transmissions de parts entre vifs à titre gratuit, au locataire de parts ou au souscripteur d'une augmentation de capital en numéraire ou en nature.

12.2 -Transmission par décès ou par suite de dissolution de communauté

12.2.1 - Transmission par décès

En cas de décès d'un associé, lorsque la société comporte plus d'un associé, la société continue entre les seuls associés survivants.

12.2.2 - Dissolution de communauté du vivant de l'associé

En cas de liquidation par suite de divorce, séparation de corps, séparation judiciaire de biens ou changement de régime matrimonial, de la communauté légale ou conventionnelle de biens ayant existé entre une personne associée et son conjoint, l'attribution de parts communes à l'époux ou ex-époux qui ne possédait pas la qualité d'associé est soumise au consentement de la majorité des associés représentant au moins au moins la moitié des parts sociales, dans les mêmes conditions que celles prévues pour l'agrément d'un tiers non encore associé.

12.3 - Décès, incapacité, interdiction, faillite ou déconfiture d'un associé

Le décès, l'incapacité, l'interdiction, la faillite personnelle ou la déconfiture d'un associé n'entraînent pas la dissolution de la société, mais si l'un de ces événements se produit en la personne d'un gérant, il entraînera cessation de ses fonctions de gérant. L'associé le plus diligent ou le ou les gérants restants et si la société n'est pas pourvue de Commissaire aux comptes, pourra alors procéder à la convocation d'une assemblée générale et en fixer l'ordre du jour.

TITRE III

GERANCE

ARTICLE 13 - GERANCE

La société est gérée et administrée par une ou plusieurs personnes physiques, associées ou non, nommées par l'associé unique ou par les associés à la majorité requise pour les décisions ordinaires et pour une durée limitée ou non.

La gérance de la société est assurée par : Mme RIGAUD Aline, demeurant 278 bld Raspail, 75014 PARIS, pour une durée indéterminée.

ARTICLE 14 - POUVOIRS DE LA GERANCE

Conformément aux dispositions statutaires, le gérant ou chacun des gérants, s'ils sont plusieurs, aura vis-à-vis des tiers, les pouvoirs les plus étendus pour représenter la société, contracter en son nom et l'engager pour tous les actes et opérations entrant dans l'objet social.

En cas de pluralité de gérants, chacun d'eux peut accomplir tous actes de gestion dans l'intérêt de la société et dispose des mêmes pouvoirs que s'il était gérant unique ; l'opposition formée par l'un d'eux aux actes de son ou de ses collègues est sans effet à l'égard des tiers, à moins qu'il ne soit établi que ces derniers ont eu connaissance de celle-ci.

Le gérant, ou chacun des gérants s'ils sont plusieurs, a la signature sociale, donnée par les mots "Pour la société - Le gérant", suivis de la signature du gérant.

Dans ses rapports avec les tiers, le gérant est investi des pouvoirs les plus étendus pour représenter la société et agir en son nom en toutes circonstances, sans avoir à justifier de pouvoirs spéciaux.

Le ou les gérants sont tenus de consacrer tout le temps et les soins nécessaires aux affaires sociales ; il peut, sous sa responsabilité personnelle, déléguer temporairement ses pouvoirs à toute personne de son choix pour un ou plusieurs objets spéciaux et limités.

Le gérant est expressément habilité à mettre les statuts de la société en harmonie avec les dispositions impératives de la loi et des règlements, sous réserve de ratification de ces modifications par décision collective extraordinaire des associés prise conformément à l'article 19 ci-après.

ARTICLE 15 - DUREE DES FONCTIONS DE LA GERANCE

15 .1 - Durée

La durée des fonctions du ou des gérants est fixée par la décision qui les nomme.

15.2 - Cessation des fonctions

Le ou les gérants sont révocables par décision des associés représentant plus de la moitié des parts sociales. Si la révocation est décidée sans juste motif, elle peut donner lieu à des dommages intérêts. Enfin, un gérant peut être révoqué par le Président du Tribunal de commerce, pour cause légitime, à la demande de tout associé.

Les fonctions du ou des gérants cessent par décès, interdiction, déconfiture, faillite personnelle, incompatibilité de fonctions ou révocation. Le gérant peut également démissionner de ses fonctions, mais il doit prévenir chacun des associés trois mois à l'avance.

La cessation des fonctions du ou des gérants n'entraîne pas dissolution de la société.

En cas de cessation des fonctions du gérant, pour quelque cause que ce soit, la collectivité des associés est habilitée à modifier les statuts en vue de supprimer le nom du gérant, à la majorité simple des associés représentant plus de la moitié des parts sociales.

15.3 - Nomination d'un nouveau gérant

La collectivité des associés procède au remplacement du ou des gérants sur convocation, soit du gérant restant en fonctions, soit du Commissaire aux comptes s'il en existe un, soit par un mandataire de justice à la requête de l'associé le plus diligent.

En cas de décès du gérant unique, tout associé ou le Commissaire aux comptes de la société peut convoquer les associés huit jours au moins avant la réunion de l'assemblée des associés ayant pour seul ordre du jour le remplacement du gérant décédé.

ARTICLE 16 - REMUNERATION DE LA GERANCE

Chacun des gérants a droit, en rémunération de ses fonctions, à un traitement fixe ou proportionnel, ou à la fois fixe et proportionnel, à passer par frais généraux.

Les modalités d'attribution de cette rémunération, ainsi que son montant, sont fixés par décision ordinaire des associés. La gérance a droit, en outre, au remboursement de ses frais de représentation et de déplacements.

ARTICLE 17 - CONVENTIONS

1 - Le gérant ou, s'il en existe un, le Commissaire aux comptes, présente à l'assemblée générale ordinaire annuelle un rapport sur les conventions intervenues directement ou par personne interposée entre la société et l'un de ses gérants ou associés.

2 - L'assemblée statue sur ce rapport, étant précisé que le gérant ou l'associé intéressé ne peut pas prendre part au vote et que ses parts ne sont pas prises en compte pour le calcul de la majorité.

3 - S'il n'existe pas de Commissaire aux comptes, les conventions qu'un gérant non associé envisage de conclure avec la société sont soumises à l'approbation préalable de l'assemblée.

4 - Les conventions que l'assemblée désapprouve produisent néanmoins leurs effets, à charge pour le gérant et, s'il y a lieu, pour l'associé contractant, de supporter individuellement ou solidairement, selon les cas, les conséquences du contrat préjudiciables à la société.

5 - Les dispositions du présent article s'étendent aux conventions passées avec toute société dont un associé indéfiniment responsable, gérant, administrateur, directeur général, membre du directoire ou du conseil de surveillance, est simultanément gérant ou associé de la société.

Elles ne sont pas applicables aux conventions courantes conclues à des conditions normales.

6 - A peine de nullité du contrat, il est interdit aux gérants ou associés autres que les personnes morales de contracter, sous quelque forme que ce soit, des emprunts auprès de la société, de se faire consentir par elle un découvert en compte courant ou autrement, ainsi que de faire cautionner ou avaliser par elle leurs engagements envers des tiers.

Cette interdiction s'applique également aux représentants légaux des personnes morales associées, aux conjoints, partenaires pacsés, ascendants et descendants des gérants ou associés personnes physiques, ainsi qu'à toute personne interposée.

ARTICLE 18 - RESPONSABILITE DE LA GERANCE

Le ou les gérants sont responsables, individuellement et solidairement selon les cas, envers la société ou envers les tiers, soit des infractions aux dispositions législatives et réglementaires, soit des violations des statuts, soit des fautes commises dans leur gestion.

Outre l'action en réparation du préjudice subi personnellement, les associés peuvent, soit individuellement, soit en se groupant dans les conditions prévues par l'article R.223-31, intenter l'action en responsabilité contre la gérance, dans les conditions fixées par les dispositions du Code de commerce.

Ces actions en responsabilité se prescrivent par trois ans à compter du fait dommageable ou de sa révélation.

En cas d'ouverture d'une procédure de sauvegarde, de redressement judiciaire ou de liquidation judiciaire à l'encontre de la société, le gérant ou l'associé qui s'est immiscé dans la gestion peut être tenu de tout ou partie des dettes sociales ; il peut, en outre, encourir les interdictions et déchéances prévues par l'article L.223-24 du Code de commerce.

TITRE IV

DECISIONS COLLECTIVES

ARTICLE 19 - MODALITES

1 - Les décisions collectives sont prises, au choix de la gérance, soit en assemblée générale, soit par voie de consultation écrite, soit aux termes d'un acte, sous seing privé ou notarié, exprimant le consentement unanime de tous les associés.

Toutefois, la réunion d'une assemblée générale est obligatoire pour les décisions relatives à l'approbation des comptes annuels ainsi que si un ou plusieurs associés détenant la moitié des parts sociales ou détenant, s'ils représentent au moins le dixième des associés, le dixième des parts sociales, peuvent demander cette réunion.

Sont également prises en assemblée les décisions soumises aux associés, à l'initiative soit du Commissaire aux comptes s'il en existe un, soit d'un mandataire désigné par justice.

Toutes les autres décisions collectives peuvent être prises par consultation écrite des associés ou décision unanime dans un acte.

2 - Les décisions collectives sont qualifiées d'ordinaires ou d'extraordinaires.

Elles sont qualifiées d'extraordinaires lorsqu'elles ont pour objet la modification des statuts.

Elles sont qualifiées d'ordinaires dans les autres cas.

3 - Les décisions ordinaires doivent être adoptées par un ou plusieurs associés représentant plus de la moitié des parts sociales.

Si, en raison d'absence ou d'abstention d'associés, cette majorité n'est pas obtenue à la première consultation, les associés sont consultés une seconde fois et les décisions sont prises à la majorité des voix émises, quelle que soit la proportion du capital représenté, mais ces décisions ne peuvent porter que sur les questions ayant fait l'objet de la première consultation.

Par dérogation aux dispositions de l'alinéa qui précède, les décisions relatives à la nomination ou à la révocation de la gérance doivent être prises par des associés représentant plus de la moitié des parts sociales, sans que la question puisse faire l'objet d'une seconde consultation à la simple majorité des votes émis.

4 – L'assemblée, devant statuer sur les décisions extraordinaires, ne délibère valablement que si les associés présents ou représentés possèdent au moins, sur première convocation, le quart des parts sociales, et sur deuxième convocation, le cinquième de celles-ci.

Dans l'un ou l'autre des deux cas, les décisions extraordinaires doivent être adoptées par des associés représentant au moins la majorité des deux tiers des parts sociales. Ces règles de quorum et de majorité s'appliquent aux décisions extraordinaires prises en assemblée ou par voie de consultation écrite.

Dans ce dernier cas, pour être valablement adoptée au moins un quart des associés doit avoir répondu positivement ou négativement à cette consultation et les résolutions seront adoptées à la majorité des deux tiers des parts détenues par les associés ayant répondu OUI. Les associés qui ne répondent pas ou qui déclarent ne pas participer à la consultation écrite sont exclus du calcul du quorum.

Toutefois, l'agrément des cessions ou mutations de parts sociales, réglementé par les présents statuts, est soumis aux conditions de majorité prévues audit article.

Par ailleurs, l'augmentation du capital social par incorporation de bénéfices ou de réserves est valablement décidée par les associés représentant seulement la moitié des parts sociales.

La transformation de la société en société de toute autre forme, notamment en société anonyme, est décidée dans les conditions fixées par l'article L.223-43 du Code de commerce.

Le changement de nationalité de la société et l'augmentation des engagements des associés exigent l'unanimité de ceux-ci.

ARTICLE 20 - ASSEMBLEES GENERALES

20.1 - Convocation

Les assemblées générales d'associés sont convoquées normalement par la gérance ; à défaut, elles peuvent également être convoquées par le Commissaire aux comptes s'il en existe un.

La réunion d'une assemblée peut être demandée par un ou plusieurs associés représentant au moins soit la moitié des parts sociales, soit à la fois le quart en nombre des associés et le quart des parts sociales.

Tout associé peut demander au Président du Tribunal de commerce statuant par ordonnance de référé, la désignation d'un mandataire chargé de convoquer l'assemblée et de fixer son ordre du jour.

Les associés sont convoqués, au siège social ou en tout autre lieu indiqué dans la convocation, quinze jours au moins avant la réunion de l'assemblée, par lettre recommandée, comportant l'ordre du jour.

Toute assemblée irrégulièrement convoquée peut être annulée. Toutefois, l'action en nullité n'est pas recevable lorsque tous les associés étaient présents ou représentés et sous réserve qu'ait été respecté leur droit de communication prévu à l'article 23 des présents statuts.

L'assemblée appelée à statuer sur les comptes doit être réunie dans le délai de six mois à compter de la clôture de l'exercice. Si l'assemblée n'est pas réunie dans ce délai de six mois, le ministère public ou toute personne intéressée peut saisir le président du tribunal compétent statuant en référé afin d'enjoindre le cas échéant sous astreinte, les gérants de convoquer cette assemblée ou de désigner un mandataire pour y procéder conformément à l'article L. 223-26 du Code de commerce.

Lorsque le Commissaire aux comptes convoque l'assemblée des associés, il fixe l'ordre du jour et peut, pour des motifs déterminants, choisir un lieu de réunion autre que celui éventuellement prévu par les statuts mais situé dans le même département. Il expose les motifs de la convocation dans un rapport lu à l'assemblée.

20.2 - Ordre du jour

L'ordre du jour de l'assemblée, qui doit être indiqué dans la lettre de convocation, est arrêté par l'auteur de la convocation.

Sous réserve des questions diverses qui ne doivent présenter qu'une minime importance, les questions inscrites à l'ordre du jour sont libellées de telle sorte que leur contenu et leur portée apparaissent clairement sans qu'il y ait lieu de se reporter à d'autres documents.

20.3 - Participation aux décisions et nombre de voix

Tout associé à le droit de participer aux décisions et dispose d'un nombre de voix égal à celui des parts qu'il possède.

20.4 - Représentation

Chaque associé peut se faire représenter par son conjoint, son partenaire pacsé ou par un autre associé, sauf si la société ne comprend que deux époux, ou seulement deux associés.

Dans ces deux derniers cas seulement, l'associé peut se faire représenter par une autre personne de son choix.

Un associé ne peut constituer un mandataire pour voter du chef d'une partie de ses parts et voter en personne du chef de l'autre partie.

Les représentants légaux d'associés juridiquement incapables peuvent participer au vote, même s'ils ne sont pas eux-mêmes associés.

Le mandat de représentation d'un associé est donné pour une seule assemblée. Il peut cependant être donné pour deux assemblées tenues le même jour ou dans un délai de sept jours.

Le mandat donné pour une assemblée vaut pour les assemblées successives convoquées avec le même ordre du jour.

20.5 - Réunion - Présidence de l'assemblée

L'assemblée est présidée par le gérant ou l'un des gérants s'ils sont associés.

Si aucun des gérants n'est associé, elle est présidée par l'associé, présent et acceptant, qui possède ou représente le plus grand nombre de parts sociales. Si plusieurs associés qui possèdent ou représentent le même nombre de parts sont acceptants, la présidence de l'assemblée est assurée par le plus âgé.

ARTICLE 21 - CONSULTATION ECRITE

A l'appui de la demande de consultation écrite, le texte des résolutions proposées ainsi que les documents nécessaires à l'information des associés sont adressés à ceux-ci par lettre recommandée.

Les associés doivent, dans un délai maximal de quinze jours à compter de la date de réception des projets de résolutions, émettre leur vote par écrit. Pendant ledit délai, les associés peuvent demander à la gérance les explications complémentaires qu'ils jugent utiles.

Chaque associé dispose d'un nombre de voix égal à celui des parts sociales qu'il possède.

Pour chaque résolution, le vote est exprimé par "OUI" ou par "NON". Tout associé qui n'aura pas adressé sa réponse dans le délai maximal fixé ci-dessus sera considéré comme s'étant abstenu, il en est de même lorsque l'associé exprime sa volonté de ne pas participer à la consultation écrite.

ARTICLE 22 - PROCES-VERBAUX

22.1 - Procès-verbal d'assemblée générale

Toute délibération de l'assemblée générale des associés est constatée par un procès-verbal établi et signé par la gérance et le cas échéant, par le président de séance.

Le procès-verbal indique la date et le lieu de la réunion, le nom, prénom et qualité du président de séance, les noms et prénoms des associés présents et représentés, avec l'indication du nombre de parts détenues par chacun d'eux, les documents et rapports soumis à l'assemblée, un résumé des débats, le texte des résolutions mises aux voix et le résultat des votes.

22.2 - Consultation écrite

En cas de consultation écrite, il en est fait mention dans le procès-verbal auquel est annexée la réponse de chaque associé.

22.3 - Registre des procès-verbaux

Les procès-verbaux sont établis sur des registres spéciaux tenus au siège social, cotés et paraphés soit par un juge du tribunal de commerce, soit par un juge du tribunal d'instance, soit par le maire de la commune du siège social ou un adjoint au maire, dans la forme ordinaire et sans frais.

Toutefois, les procès-verbaux peuvent être établis sur des feuilles mobiles numérotées sans discontinuité, paraphées dans les conditions prévues à l'alinéa précédent et revêtues du sceau de l'autorité qui les a paraphées. Dès qu'une feuille a été remplie, même partiellement, elle doit être jointe à celles précédemment utilisées. Toute addition, suppression, substitution ou interversion de feuilles est interdite.

22.4 - Copies ou extraits des procès-verbaux

Les copies ou extraits des délibérations des associés sont valablement certifiés conformes par un gérant.

Au cours de la liquidation de la société, leur certification est valablement effectuée par un seul liquidateur.

ARTICLE 23 – INFORMATION DES ASSOCIES

Le ou les gérants doivent adresser aux associés, quinze jours au moins avant la date de l'assemblée générale appelée à statuer sur les comptes d'un exercice social, le rapport de gestion, ainsi que les comptes annuels, le texte des résolutions proposées et le cas échéant, le rapport du ou des Commissaires aux comptes. L'assemblée ne peut conformément à l'article L.233-27 du Code de commerce se tenir avant l'expiration du délai de communication des documents.

A compter de cette communication, tout associé a la faculté de poser par écrit des questions auxquelles le ou les gérants sont tenus de répondre au cours de l'assemblée.

Pendant le délai de quinze jours qui précède l'assemblée, l'inventaire est tenu au siège social à la disposition des associés, qui ne peuvent en prendre copie.

En cas de convocation d'une assemblée autre que celle appelée à statuer sur les comptes d'un exercice, le texte des résolutions, le rapport de la gérance, ainsi que, le cas échéant, celui du ou des Commissaires aux comptes sont adressés aux associés quinze jours au moins avant la date de la réunion. En outre, pendant le même délai, ces mêmes documents sont tenus, au siège social, à la disposition des associés qui peuvent en prendre connaissance ou copie.

Tout associé a le droit, à toute époque, de prendre, par lui-même et au siège social, connaissance des documents suivants, concernant les trois derniers exercices : comptes annuels, inventaires, rapports soumis aux assemblées et procès-verbaux de ces assemblées. Sauf en ce qui concerne l'inventaire, le droit de prendre connaissance emporte celui de prendre copie. Il peut en outre obtenir au siège social une copie certifiée conforme des statuts en vigueur au jour de la demande ; la société doit y annexer la liste des gérants, et le cas échéant des Commissaires aux comptes en exercice.

Une expertise sur une ou plusieurs opérations de gestion peut être demandée par un ou plusieurs associés représentant au moins le dixième du capital social. Le ministère public et le comité d'entreprise sont habilités à agir aux mêmes fins.

Tout associé non gérant peut poser, deux fois par exercice, des questions à la gérance sur tout fait de nature à compromettre la continuité de l'exploitation. La réponse de la gérance est communiquée, le cas échéant, aux Commissaires aux comptes.

TITRE V

CONTROLE DE LA SOCIETE

ARTICLE 24 - COMMISSAIRES AUX COMPTES

La nomination d'un Commissaire aux comptes titulaire et d'un Commissaire aux comptes suppléant est obligatoire dans les cas prévus par le Code de commerce. Elle est facultative dans les autres cas.

En dehors des cas prévus par ce Code, la nomination de Commissaires aux comptes peut être décidée par décision ordinaire des associés. Elle peut aussi être demandée en justice par un ou plusieurs associés représentant au moins le dixième du capital.

Les Commissaires aux comptes exercent leurs fonctions dans les conditions prévues par le Code de commerce.

TITRE VI

COMPTES SOCIAUX - BENEFICES - DIVIDENDES

ARTICLE 25 - COMPTES SOCIAUX

Il est tenu une comptabilité régulière des opérations sociales, conformément au Code de commerce et aux usages du commerce.

A la clôture de chaque exercice, la gérance dresse l'inventaire des divers éléments de l'actif et du passif existant à cette date. Elle dresse également le bilan, le compte de résultat et l'annexe, en se conformant aux dispositions légales et réglementaires.

Elle établit également un rapport de gestion exposant la situation de la société durant l'exercice écoulé, l'évolution prévisible de cette situation, les événements importants intervenus entre la date de clôture de l'exercice et la date d'établissement du rapport et enfin les activités en matière de recherche et développement.; ce rapport contiendra en outre toutes les informations et mentions exigées par les textes en vigueur liées notamment à la taille, à l'activité de la société et de ses filiales s'il y a lieu. Ce rapport n'a pas à être déposé au greffe du tribunal de commerce, mais il doit être tenu à la disposition de toute personne qui en fait la demande, dans le respect des conditions fixées par les textes en vigueur.

ARTICLE 26 - AFFECTATION ET REPARTITION DES BENEFICES

Les produits nets de l'exercice, déduction faite des frais généraux et autres charges sociales, ainsi que de tous amortissements de l'actif social et toutes provisions pour risques commerciaux et industriels, constituent les bénéfices.

Il est fait, sur ces bénéfices, diminué le cas échéant des pertes antérieures, un prélèvement d'un vingtième au moins, affecté à la formation d'un compte de réserve dite "Réserve légale". Ce prélèvement cesse d'être obligatoire lorsque ladite réserve atteint le dixième du capital social.

Le bénéfice distribuable est constitué par le bénéfice de l'exercice, diminué des pertes antérieures et du prélèvement pour la réserve légale et augmenté des reports bénéficiaires.

L'assemblée générale peut décider, outre la répartition du bénéfice distribuable, la distribution de sommes prélevées sur les réserves dont elle a la disposition ; en ce cas, la décision doit indiquer expressément les postes de réserves sur lesquels les prélèvements sont effectués.

Toutefois, les dividendes sont prélevés par priorité sur le bénéfice distribuable de l'exercice.

Après approbation des comptes et constatation de l'existence de sommes distribuables, l'assemblée générale des associés détermine la part attribuée à ces demiers sous forme de dividendes.

Tout dividende distribué en violation de ces règles constitue un dividende fictif.

Sur les bénéfices distribuables, la collectivité des associés a le droit de prélever toute somme quelle juge convenable de fixer, soit pour être reportée à nouveau sur l'exercice suivant, soit pour être inscrite à un ou plusieurs fonds de réserves extraordinaires, généraux ou spéciaux, dont elle règle l'affectation.

La mise en paiement des dividendes doit avoir lieu dans le délai maximum de neuf mois à compter de la clôture de l'exercice, sauf prolongation de ce délai par le Président du Tribunal de commerce statuant sur requête de la gérance.

ARTICLE 27 - CAPITAUX PROPRES INFERIEURS A LA MOITIE DU CAPITAL SOCIAL

Si, du fait de pertes constatées dans les documents comptables, le montant des capitaux propres de la société devient inférieur à la moitié du capital social, la gérance est tenue, dans les quatre mois qui suivent l'approbation des comptes ayant fait apparaître ces pertes, de consulter les associés à l'effet de décider, dans les conditions prévues ci-après pour les décisions collectives extraordinaires, s'il y a lieu de prononcer la dissolution de la société.

Si la dissolution n'est pas prononcée à la majorité exigée pour la modification des statuts, la société est tenue, au plus tard à la clôture du deuxième exercice suivant celui au cours duquel la constatation des pertes est intervenue, et sous réserve des dispositions relatives au montant minimum du capital, de réduire son capital d'un montant au moins égal à celui des pertes qui n'ont pu être imputées sur les réserves si, dans ce délai, les capitaux propres n'ont pu être reconstitués à concurrence d'une valeur au moins égale à la moitié du capital.

Que la dissolution soit ou non décidée, la résolution adoptée par les associés est publiée dans un journal habilité à recevoir les annonces légales dans le département du siège social, déposée au greffe du tribunal de commerce du lieu du siège social et inscrite au registre du commerce et des sociétés.

A défaut par la gérance ou le Commissaire aux comptes de provoquer une décision, ou si les associés n'ont pu valablement délibérer, tout intéressé peut demander au tribunal de commerce la dissolution de la société. Il en est de même si les dispositions du deuxième alinéa ci-dessus n'ont pas été appliquées. Dans tous les cas, le tribunal peut accorder un délai maximal de six mois pour régulariser la situation. Il ne peut prononcer la dissolution si, au jour où il statue sur le fond, cette régularisation a eu lieu.

TITRE VII

TRANSFORMATION - DISSOLUTION - LIQUIDATION - CONTESTATIONS

ARTICLE 28 – TRANSFORMATION

La transformation de la société en une société d'une autre forme peut être décidée par les associés statuant aux conditions de majorité prévues pour la modification des statuts. Toutefois la transformation de la société en société en nom collectif, en commandite simple, en commandite par actions ou en société civile exige l'accord unanime des associés.

La transformation en société anonyme est décidée à la majorité requise pour la modification des statuts. Toutefois, elle peut être décidée par des associés représentant la majorité des parts sociales si les capitaux propres figurant au dernier bilan excèdent sept cent cinquante mille euros.

La transformation sera décidée aux conditions requises selon le type de société retenu et dans les termes de l'article L.223-43 du Code du commerce.

Les associés statuent sur l'évaluation des biens et l'octroi des avantages particuliers; ils ne peuvent les réduire qu'à l'unanimité. A défaut d'approbation expresse des associés mentionnée au procès-verbal, la transformation est nulle.

ARTICLE 29 - DISSOLUTION

29.1 - Arrivée du terme statutaire

Un an au moins avant la date d'expiration de la société, le ou les gérants doivent provoquer une décision collective extraordinaire des associés afin de décider si la société doit être prorogée.

29.2 - Dissolution anticipée

La dissolution anticipée peut être prononcée par décision collective extraordinaire des associés.

La réduction du capital liée à l'existence de pertes ayant pour effet de réduire les capitaux propres à un montant inférieur à la moitié du capital social, peut entraîner la dissolution judiciaire de la société dans les conditions prévues par l'article L.223-42 du Code de commerce.

Si le nombre des associés vient à être supérieur à cent, la société doit, dans les deux ans, être transformée en une société, d'une autre forme ; à défaut, elle est dissoute.

ARTICLE 30 – LIQUIDATION

La société est en liquidation dès l'instant de sa dissolution. Sa dénomination doit alors être suivie des mots "société en liquidation". Le ou les liquidateurs sont nommés par la décision qui prononce la dissolution. Le ou les gérants peuvent être nommés liquidateur. La liquidation interviendra dans les conditions et selon les modalités prévues par les dispositions générales sur la liquidation du code de commerce (C.com. art. L.237-1 à L.237-13).

La collectivité des associés garde les mêmes attributions qu'au cours de la vie sociale, mais les pouvoirs du ou des gérants, comme ceux des Commissaires aux comptes s'il en existe, prennent fin à compter de la dissolution.

Le ou les liquidateurs sont investis des pouvoirs les plus étendus, sous réserve des dispositions légales, pour réaliser l'actif, payer le passif et répartir le solde disponible entre les associés.

Les associés sont convoqués en fin de liquidation pour statuer sur les comptes définitifs, sur le quitus du ou des liquidateurs et la décharge de leur mandat et pour constater la clôture de la liquidation.

Lorsque la société ne comprend qu'un seul associé et si cet associé n'est pas une personne physique, la dissolution, pour quelque cause que ce soit, entraîne la transmission universelle du patrimoine social à l'associé unique, sans qu'il y ait lieu à liquidation, dans les conditions prévues à l'article 1844-5 du Code civil.

ARTICLE 31 – CONTESTATIONS

Toutes les contestations entre les associés ou entre la société et les associés, relatives aux affaires sociales pendant la durée de la société ou de sa liquidation, seront jugées conformément à la loi et soumises à la juridiction des tribunaux compétents dans les conditions du droit commun.

TITRE VIII

DISPOSITIONS TRANSITOIRES

ARTICLE 32 - PERSONNALITE MORALE - IMMATRICULATION AU RCS

Conformément au Code de commerce, la société ne jouira de la personnalité morale qu'à dater de son immatriculation au registre du commerce et des sociétés.

Le ou les gérants sont tenus de requérir cette immatriculation dans les plus courts délais et de remplir à cet effet toutes les formalités nécessaires.

Pour faire publier la constitution de la présente société conformément au Code de commerce, tous pouvoirs sont donnés à un associé ou au porteur d'une copie des présents statuts comme de toutes autres pièces qui pourraient être exigées.

En outre, et dès à présent, la gérance est autorisée à réaliser les actes et engagements entrant dans le cadre de l'objet social et de ses pouvoirs.

Après immatriculation de la société au registre du commerce et des sociétés, ces actes et engagements seront soumis à l'approbation de l'assemblée générale ordinaire des associés appelée à statuer sur les comptes du premier exercice social. Cette approbation emportera de plein droit reprise par la société desdits actes et engagements.

ARTICLE 33 - FRAIS

Les frais, droits et honoraires des présentes et de leurs suites incombent conjointement et solidairement aux associés, au prorata de leurs apports, jusqu'à ce que la société soit immatriculée au registre du commerce et des sociétés. A compter de cette immatriculation, ils seront pris en charge par la société qui devra les amortir avant toute distribution de dividendes et au plus tard dans le délai de cinq ans.

Fait à PARIS,

L'an deux mille quatorze,

le treize novembre,

En autant d'originaux que nécessaire, dont un exemplaire pour l'enregistrement, un exemplaire pour le dépôt au greffe du tribunal de commerce et un exemplaire pour le dépôt au siège social.

- Benjamin KRIEF

- Aline RIGAUD

